

David Ray Griffin

# Omissions et manipulations de la commission d'enquête sur le 11 Septembre

Traduit de l'américain par  
Pierre-Henri Bunel,  
Geneviève Beduneau,  
et Evelyne Dablin

Éditions Demi-Lune

# Extrait

## INTRODUCTION

Au cours de cette troisième semaine de juillet 2004, soit presque trois ans après les attaques du 11 septembre 2001, on publie enfin le rapport de la Commission<sup>1</sup> d'enquête sur le 11 Septembre que tous attendaient depuis longtemps. Il est largement accepté comme le compte-rendu définitif des événements du 11 Septembre. Le 7 septembre 2004, lors d'une émission de la National Public Radio sur le sujet, il est même présenté comme le récit le plus complet des événements de ce jour funeste. Il est prétendu aussi qu'il peut être considéré comme une source d'information que personne ne peut mettre en doute.

Faisant référence à plusieurs points du rapport qui contredisent des certitudes antérieures, la commentatrice précise à chaque fois : « Nous savons maintenant. » Par exemple, elle affirme : « Nous savons maintenant que l'autorisation du vice-président Cheney aux militaires d'abattre les avions détournés est arrivée trop tard. »

Dans ce livre, je pose la question de savoir si ce rapport mérite vraiment d'être considéré comme le récit définitif sur le 11 Septembre.

Elle vaut d'être posée parce qu'indépendamment de l'opinion qu'on peut avoir sur sa sincérité, le rapport de la Commission sur le 11 Septembre est l'un des documents les plus importants jamais produits aux États-Unis.

### UN DOCUMENT IMPORTANT

En premier lieu, il l'est parce que le 11 Septembre est en soi l'un des événements majeurs de l'histoire contemporaine. Il a eu pour conséquence, entre autres, une « guerre contre la terreur » avec de lourdes conséquences en de nombreuses parties du monde, en particulier en Afghanistan et en Irak.

Ensuite, ce rapport est important parce que la Commission avait reçu pour mission de fournir un récit définitif des « faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 » (p. xv)<sup>2</sup>. Elle a cherché, nous exposent le président Thomas Kean et le vice-président Lee Hamilton dans leur préface, « à fournir la relation la plus complète possible des événements relatifs au 11 Septembre ». (p. xvi).

La troisième raison pour laquelle ce rapport est important est que la Commission s'est appuyée sur ses conclusions quant aux raisons du succès des attaques, pour suggérer des modifications structurelles dont la plus importante est la constitution du poste de directeur national du Renseignement (p. 411-415). Cette proposition repose sur la conclusion selon laquelle les attaques n'ont pu réussir qu'en raison de « profonds défauts institutionnels » (p. 265), en particulier parce que « personne n'était clairement désigné comme responsable » (p. 400).

### TROIS BONNES RAISONS DE SE POSER DES QUESTIONS

Nous avons ainsi trois raisons évidentes de nous pencher avec soin sur ce rapport pour vérifier si ses conclusions s'appuient sur des preuves. Nous voulons d'abord savoir si la « guerre contre la terreur » de l'administration Bush est une riposte appropriée au 11 Septembre; ensuite, si l'on peut considérer le rapport de la Commission comme une présentation indiscutable, et, enfin, si les changements structurels préconisés auraient réduit les chances de réussite des attaques.

Il y a eu quelques discussions sur la première question, en particulier pour savoir si la guerre contre l'Irak était une riposte appropriée. Très peu de débats publics ont eu pour objet la deuxième question : on a plutôt considéré le rapport comme la version indiscutable des événements du 11 Septembre. Une réponse affirmative a néanmoins été donnée à la troisième question, puisque les dirigeants des deux partis se sont empressés d'adopter les recommandations de la Commission. Pourtant, cela suppose qu'on ait apporté une réponse affirmative à la seconde question, question qui n'a fait l'objet d'aucun débat public. Il est certain qu'avant d'adopter une proposition fondée sur l'analyse par la Commission des raisons de la réussite des attaques, il faut d'abord se poser la question de savoir si cette analyse est convaincante.

### QUATRIÈME RAISON : LE RISQUE DE MANIPULATION

Ce sujet nous donne une autre raison d'éplucher soigneusement le rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Il est évident que la plupart des Américains croient que l'administration Bush disposait de plus de renseignements sur les attaques à venir qu'elle ne veut bien l'admettre. En 2002, l'*Atlanta Journal-Constitution* fait réaliser un sondage sur le sujet demandant à ses lecteurs s'ils pensent que l'administration Bush n'a pas eu de renseignements avant-coureurs sur les attentats du 11 Septembre.

Seuls cinquante-deux pour cent des lecteurs répondent oui. À la surprise générale, quarante-six pour cent répondent « Je pense que les autorités savaient ce qui allait se passer », tandis que deux pour cent répondent « Je ne suis pas sûr. Le Congrès devrait faire une enquête. »<sup>3</sup> Cela signifie que près de cinquante pour cent des vingt-trois mille personnes qui ont répondu – avant que le sondage soit brusquement retiré du site du journal – suspectent que l'administration cache qu'elle a reçu des indices d'alerte.

Plus récemment, un sondage CBS – *New York Times*, réalisé entre le 23 et le 27 avril 2004, établit que cinquante-six pour cent des Américains pensent que « l'administration dit en grande partie la vérité mais qu'elle cache quelque chose » à propos de l'avant 11 Septembre, tandis que seize pour cent pense qu'elle ment largement<sup>4</sup>. Cela signifie que soixante-douze pour cent des Américains pensent que l'administration Bush est coupable de mensonge à un degré plus ou moins important sur les informations dont elle disposait avant le 11 septembre.

Pourtant, plus récemment, en août 2004, un sondage réalisé par Zogby International demande aux habitants de l'État de New York s'ils sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « certains dirigeants du gouvernement américain ont eu connaissance, à l'avance, des attaques du 11 septembre 2001 et [...] ont sciemment évité de prendre des mesures ». Les résultats du sondage donnent quarante et un pour cent de oui, onze pour cent sans opinion, ce qui laisse quarante-huit pour cent de non. Cette affirmation est admise par trente pour cent des républicains et par trente-huit pour cent des citoyens de l'État qui se décrivent eux-mêmes comme « très conservateurs ». Les résultats sont encore plus surprenants dans la ville de New York, où quarante-neuf pour cent des habitants sont d'accord avec l'affirmation. C'est ce dernier chiffre qui est repris en gros titre : la moitié des New-Yorkais croit que les dirigeants américains ont eu connaissance à l'avance des attaques du 11 septembre et ont « délibérément décidé » de ne rien faire. Encore plus de gens, cinquante-six pour cent des habitants de l'État et soixante-six pour cent des habitants de la ville, ont demandé une enquête du Congrès ou du procureur général de la ville de New York, Elliot Spitzer, pour traiter des « questions toujours sans réponses. »<sup>5</sup>

Au Canada, où l'on assiste à davantage de débats publics sur les problèmes que soulève la version officielle, le nombre des gens qui soupçonnent une dissimulation de la connaissance préalable des attentats est évidemment plus important. Un sondage national publié le 20 mai 2004 demande aux sondés s'ils approuvent l'affirmation suivante : « Des membres du gouvernement américain, Maison Blanche comprise, ont eu connaissance à l'avance des plans des attaques du 11 septembre et n'ont

pas pris de mesures pour les empêcher.» De façon surprenante, soixante-trois pour cent des personnes interrogées répondent qu'elles sont d'accord <sup>6</sup>.

À l'époque où j'écris (septembre 2004), je n'ai pas entendu parler de sondage aux États-Unis posant de manière explicite la question de la complicité *stricto sensu* de l'administration Bush dans la planification et la conduite de ces attaques. On a pourtant évoqué cette possibilité au Canada et en Europe. Dans le sondage canadien évoqué ci-dessus, seize pour cent des personnes interrogées déclarent qu'elles pensent que des membres du gouvernement américain ont pris part à l'organisation et à l'exécution des attaques. En Allemagne, comme l'a souligné la une du *Wall Street Journal*, un sondage de juillet 2003 révèle que vingt pour cent de l'opinion a soutenu que «c'est le gouvernement américain lui-même qui a commandité les attentats». Des livres traitant de ce sujet ont connu un grand succès en France, en Italie et en Allemagne. <sup>7</sup>

Comme le montrent ces sondages, bien des gens, loin de penser comme la Commission d'enquête sur le 11 Septembre que «personne n'était clairement désigné comme responsable de la sécurité» croient en revanche que les attaques n'ont pu réussir que parce que quelqu'un *était* aux commandes, donnant des ordres de «retenue» qui ont désarmé différents moyens de protection institutionnels qui auraient en temps normal prévenu toute attaque délibérée du type de celles qui ont eu lieu. Dans mon ouvrage précédent sur la question, *Le Nouveau Pearl Harbor*<sup>8</sup>, j'ai récapitulé la plupart des preuves qui viennent appuyer cette thèse.

La quatrième raison d'examiner en profondeur le rapport final de la Commission d'enquête, donc, est d'évaluer s'il démonte ces soupçons, ceux selon lesquels l'administration Bush a préparé les attaques du 11 septembre ou ceux, plus répandus, selon lesquels elle en a au moins été complice en se gardant, sciemment, de faire quoi que ce soit pour les prévenir. Dans cette étude, je vais me pencher d'abord sur cette quatrième question parce que la réponse donnera aussi des indications sur les réponses aux trois précédentes.

## PERSPECTIVES ET CHOIX

Comme nous l'avons vu, le président et le vice-président de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ont déclaré que leur but était de «fournir un récit définitif des faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 septembre 2001». Évidemment, ils ne donnaient pas à cette déclaration son sens littéral, puisqu'il s'est produit des milliards

d'événements le 11 septembre 2001. Ce dont ils voulaient donner un récit complet, c'étaient les éléments significatifs qui avaient trait aux raisons ayant permis aux attaques de réussir.

Ceci pose la question des critères selon lesquels ils ont décrété «significatifs» certains événements plutôt que d'autres pour comprendre le 11 Septembre. Sur quoi la Commission s'est-elle basée pour définir quels événements devaient figurer dans le rapport d'enquête, qu'ils se soient produits avant, pendant ou après ?

Tout mode de sélection présuppose un angle de vue, un *a priori* qui oriente le choix de ce qu'on considère comme significatif. Dans certaines situations, les différents points de vue sont complémentaires, chacun comportant une part de vérité. Parfois, une théorie est juste et les autres sont fausses. Dans d'autres cas encore, tous les points de vue sont erronés. Il faut donc comprendre que ce que l'on considère comme significatif pour répondre à une question dépend entièrement de la vue générale que l'on a du problème.

Appliqué au 11 Septembre, ce que nous considérerons comme des événements significatifs dépendra largement de notre point de vue général sur cette affaire, de notre théorie à propos de ce qui s'est passé ce jour-là.

## LES DEUX THÉORIES PRINCIPALES

Comme le montre l'argumentation qui précède, il existe deux théories principales sur le 11 Septembre et chacune est une «théorie du complot».

L'une est la théorie officielle du complot selon laquelle les attaques ont été préparées et exécutées exclusivement par les seuls terroristes d'*al-Qaida* \* sous le commandement d'Oussama ben Laden. Cette théorie d'un complot des musulmans arabes est évidemment celle qui a été répandue par l'administration Bush et ses services, y compris le Pentagone.

Face à cette théorie officielle, on trouve une autre théorie du complot selon laquelle les attaques du 11 septembre n'ont pu réussir que parce que l'administration Bush et ses services les ont facilitées.

Facilitées. Le terme est délibérément vague, ce qui permet deux versions de cette théorie : la faible et la forte. Selon la version faible,

---

\* Les mots arabes seront transcrits en caractères latins en respectant les directives en vigueur dans les instances internationales, en utilisant les accents que bien des pays utilisent. Cela permet de distinguer, notamment, les voyelles longues des brèves. Il en va de même pour les consonnes spécifiques de l'arabe qui ont toutes leur transcription internationale en alphabet latin. J'écris donc *al-Qaida* ou le Sheikh.

l'administration Bush a facilité le succès des attaques en se contentant de ne pas les empêcher. Selon la version forte, l'administration Bush a été directement impliquée dans la planification et la conduite de ces attaques. Pour le moment, nous pouvons faire abstraction de la distinction entre ces deux versions pour nous concentrer entièrement sur l'opposition fondamentale entre la théorie officielle et l'autre.

Définir quels événements « relatifs au 11 Septembre » sont significatifs pour comprendre ce qui s'est passé ce jour-là dépend dans une large mesure du point de vue où on les considère : celui de la théorie officielle ou celui de la théorie opposée. Les gens qui admettent la théorie officielle du complot affirmeront que l'essentiel de l'information concernera Oussama ben Laden et *al-Qaida*. Ils accorderont aussi de l'importance à ce qui s'est passé au sein du gouvernement, en particulier au sein des services de renseignement et notamment les raisons pour lesquelles ces services ont été incapables de découvrir le complot à temps pour empêcher les attaques<sup>9</sup>. Mais tous ces éléments seront examinés sous l'angle des difficultés de compréhension, de la confusion et de ratés dans la communication.

En revanche, les partisans de l'autre théorie du complot se focaliseront sur les éléments qui tendent à établir que ces attaques ont été facilitées par des services ou des membres du gouvernement, que ce soit en entravant les enquêtes, en donnant des ordres de « retenue » visant à neutraliser les procédures opérationnelles ou en dissimulant les indices de l'implication du gouvernement. Ces gens accorderont ou non de l'importance à l'histoire ben Laden. Mais, de toute façon, ils s'intéresseront en priorité aux éléments qui tendront à démontrer l'existence de complicités au sein même de l'administration Bush.

### LA COMMISSION ÉTAIT-ELLE « NON-PARTISANE » ?

Le président Kean et le vice-président Hamilton affirment que leur Commission a « essayé d'être indépendante, impartiale, exhaustive et non-partisane » (p. xv). Dans cet ouvrage, je poserai la question de savoir si ces qualités se retrouvent dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Commençons par nous poser la question de savoir si la Commission était « non-partisane ».

Par ce qualificatif, Kean et Hamilton font allusion au fait qu'elle était composée à la fois de démocrates et de républicains. Ceci suggère qu'elle a réussi à être non-partisane parce que les républicains n'ont pas rejeté toute la responsabilité sur l'administration Clinton tout en défendant

l'administration Bush et que les démocrates ont agi de la même façon en sens inverse. Ceux qui ont suivi les audiences à la télévision savent que les procédures ont été empreintes d'un considérable esprit partisan. Toutefois, à la fin, ses membres se sont mis d'accord pour rendre un rapport adopté à l'unanimité tant par les démocrates que par les républicains. À l'évidence, Kean et Hamilton sont fiers du fait qu'elle ait été en définitive non-partisane en ce sens qu'elle a rendu ce rapport « sans dissentiment » (p. xv).

On a aussi expliqué que la Commission a été non-partisane sur un plan purement factuel du fait qu'elle était composée d'un nombre égal de représentants des deux partis, cinq démocrates et cinq républicains.

Toutefois, et c'est une question d'importance, elle était en fait partisane. Et ceci pour deux raisons. La première est que le président était un républicain. Le vice-président était, certes, un démocrate mais il n'était que vice-président et non co-président.

La seconde raison est encore plus importante. L'homme qui faisait fonction de directeur exécutif, Philip D. Zelikow, est républicain. C'est très important parce qu'en tant que directeur exécutif, c'est lui qui était responsable du personnel administratif de la Commission et c'est ce personnel – et non les commissaires que l'on voyait à la télévision – qui a accompli l'essentiel du travail. Les commissaires ont accompli leur tâche particulière – les débats et les entretiens – sur la base des éléments que fournissait le personnel administratif. Kean et Hamilton font référence à ce fait dans leur déclaration selon laquelle le « personnel administratif professionnel, travaillant sous la direction de Philip Zelikow [...] a conduit le travail exigeant de recherches sur lequel la Commission s'est appuyée » (p. xvi-xvii).

Paul Sperry a commenté le niveau d'influence de Zelikow en écrivant, alors que la Commission était encore au travail, qu'il « a plus d'influence sur la Commission que n'importe quel membre, y compris le président. Zelikow choisit les domaines d'enquête, les éléments d'appuis des exposés, le sujet des auditions, les témoins et les axes d'interrogatoire des témoins. En fait, il définit les ordres du jour et oriente les enquêtes. »<sup>10</sup>

La presse a fait peu de commentaires sur ce point d'une importance déterminante. Kean et Hamilton ont été la partie visible de la Commission. Mais les travaux ont été conduits essentiellement par Zelikow.

Plus tard, il a été chargé de superviser la rédaction des comptes-rendus par le personnel administratif, documents dont la plupart ont été repris pratiquement sans changements dans le rapport final. Ensuite, il a été chargé de la publication du rapport final lui-même. Kean et Hamilton le précisent dans leur déclaration aux termes de laquelle « le personnel

administratif professionnel, sous la direction de Philip Zelikow, a passé un temps considérable à mettre en forme ce rapport » (p. XVI). Ainsi, c'est un républicain qui a supervisé à la fois le travail d'enquête et la rédaction du rapport final.

### LA COMMISSION ÉTAIT-ELLE « INDÉPENDANTE » ?

En outre, le directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre n'est pas n'importe quel républicain. Philip Zelikow est un familier de la Maison Blanche de Bush. Il était, avec Condoleezza Rice, membre du Conseil national de sécurité de la première administration Bush où ils servaient comme aides de camp du conseiller à la Sécurité nationale, Brent Scowcroft. Pendant les années Clinton, alors que les républicains étaient sur la touche, lui et Rice ont coécrit un livre<sup>11</sup>. Zelikow a également dirigé le groupe de stratégie Aspen auquel participaient Rice et Scowcroft de même que, entre autres, Dick Cheney et Paul Wolfowitz. Ensuite, il a servi au sein de l'équipe du Conseil national de sécurité pendant la période de transition entre les administrations Clinton et Bush II. À ce poste, il a communiqué des consignes à Rice qui allait devenir conseillère à la Sécurité nationale auprès du président. Peu après le 11 Septembre, Zelikow a été nommé au bureau du conseil du président pour le renseignement extérieur où il est resté jusqu'au moment où il a été nommé directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, en 2003<sup>12</sup>.

En raison des liens étroits de Zelikow avec la Maison Blanche de Bush, cette nomination a posé problème dès le début. Le comité de pilotage des familles pour la Commission d'enquête sur le 11 Septembre a demandé plusieurs fois sa récusation<sup>13</sup>. En fait, les familles soutenaient que la nomination de Zelikow tournait en ridicule l'image d'indépendance de la Commission.

Cette affirmation ne manque pas de bon sens. Les attaques du 11 septembre se sont produites alors que l'administration Bush était en poste depuis près de sept mois. N'importe quelle enquête aurait dû se poser la question de la complicité ou au moins de la négligence de cette administration. L'enquête sur ce point aurait dû être au centre du travail de la Commission. Il aurait donc fallu qu'elle fût totalement indépendante de la Maison Blanche. Et pourtant, c'est un membre de l'administration Bush qui en a conduit les investigations. La suspiscion ne peut être plus légitime. Le système judiciaire ne laisserait jamais un juge présider une cour chargée d'une affaire impliquant ses proches amis ou collègues ou encore ses anciens employeurs. Mais Zelikow est resté directeur exécutif

de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre. Celle-ci n'était donc pas « indépendante ».

Elle a eu un geste pour évoquer ce problème, mais bien ténu. Son rapport précise que lors de la préparation du passage de pouvoir entre le NSC de l'administration Clinton et celui de l'administration Bush, « Rice a demandé au professeur d'histoire de l'université de Virginie Philip Zelikow de lui donner des conseils à propos de la phase de transition » (p. 199). Dans la note d'accompagnement, on trouve cette déclaration amusante : « Rice et Zelikow ont servi ensemble au NSC pendant la première administration Bush et ont co-écrit un livre sur la réunification de l'Allemagne [...]. Comme directeur exécutif de la Commission, Zelikow s'est auto-résumé pour notre travail portant sur la période de la transition Clinton-Bush au NSC » (p. 569 et 165). La première partie de cette déclaration tient compte du problème. Ensuite la seconde tend à faire croire qu'il a suffi pour le résoudre de l'auto-récusation de Zelikow pour les débats traitant de la brève période où il a apporté son aide au cours de la transition.

Cette « solution » concluait implicitement que les relations de Zelikow avec Rice et plus généralement avec l'administration Bush n'auraient posé problème que dans les débats où il aurait été personnellement mis en cause. « Comme si, selon les mots de Paul Sperry, tout possible conflit d'intérêts aurait pu se limiter à ces seuls cas. »<sup>14</sup> Cette supposition ne résiste absolument pas à l'examen, comme tout le monde l'admettrait dans n'importe quelle affaire judiciaire où se poserait une question analogue. Si la Cour suprême devait juger une affaire mettant en cause un ami ou un associé en affaires de Sandra Day O'Connor\*, on n'admettrait pas qu'elle ne se récuse que par rapport à une décision qui la mettrait directement en cause. Tout le monde comprendrait que son impartialité et son objectivité seraient remises en question au sujet de toute l'affaire.

En tant que directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, Zelikow était chargé d'une investigation qui pouvait conduire à mettre en accusation ou innocenter des gens avec lesquels il était en relation étroite aux plans politique, personnel et idéologique. On ne pouvait donc pas limiter le problème de partialité aux seuls événements s'étant produits durant la courte période de la transition. Que la Commission ait pu prétendre le contraire suffit à remettre en question son honnêteté.

---

\* Elle est la première femme membre de la Cour suprême américaine.

## LA COMMISSION ÉTAIT-ELLE IMPARTIALE ?

Après avoir étudié comment les commissaires ont atteint leurs buts d'indépendance et d'absence d'esprit partisan, demandons-nous comment ils ont conduit leur quête de l'impartialité.

Une enquête impartiale sur les « faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 Septembre » aurait dû commencer, comme n'importe quelle enquête criminelle, en réunissant les preuves et les témoignages sous serment de la part de tous ceux qui pouvaient apporter des éléments. Elle aurait dû chercher avec autant de détermination dans le sens des deux théories principales : des attaques planifiées et exécutées uniquement par les partisans d'Oussama ben Laden, ou des attaques qui n'ont pu réussir que grâce à la complicité de l'administration Bush elle-même.

Bien sûr, des affaires criminelles différentes requièrent des approches distinctes. Dans certaines affaires de meurtre, par exemple, on n'a pas de suspect. Les enquêteurs commencent alors leur travail sans idée préconçue sur le ou les coupables. Ce n'est que peu à peu que se dessine le profil du criminel. Dans d'autres cas, on peut avoir deux suspects dès le départ. Il est alors crucial que l'enquête ne se focalise pas sur un seul. S'affranchir de cette règle est la source la plus sûre d'erreur policière. Même si les enquêteurs sont persuadés que le suspect A est coupable, ils doivent examiner avec la même rigueur tout élément qui pourrait conduire à la culpabilité du suspect B. Ceci sans perdre de vue que quelqu'un d'autre que les deux suspects initiaux peut avoir commis le crime.

L'affaire du 11 Septembre se rapproche de notre second exemple où nous avons deux suspects possibles. On a trouvé un nombre considérable d'indices de la culpabilité des agents d'*AlQaeida*, la plupart de ces indices étant fournis par le gouvernement américain lui-même. Cette première théorie avait une bonne *prima facie* \*. Mais beaucoup d'éléments ont conduit raisonnablement de nombreux observateurs à soupçonner que le gouvernement américain était lui-même derrière ces attaques ou en était au moins complice. On comprend aisément que la Commission ait eu une inclination vers la première théorie. Mais comme dans toute enquête criminelle, elle aurait dû chercher des preuves tendant à prouver l'autre thèse, l'un de ces éléments de preuve étant que la Maison Blanche a tenté d'entraver toute enquête en ce sens.<sup>15</sup>

---

\* *Prima facie*. Locution latine utilisée en droit américain qui consiste à considérer un indice comme suffisamment probant pour être retenu comme preuve, à moins qu'on en apporte la preuve contraire. Dans un système où la preuve et l'aveu sont essentiels, c'est un moyen de faire entrer légalement un peu d'intime conviction dans la décision de la Cour, ce qui est très mal admis en principe en droit américain.

Le président Kean reconnaît l'importance qu'il faut accorder à cette approche lorsqu'il déclare :

«De nombreuses théories courent à propos du 11 Septembre et tant qu'il courra quelque document qui en soutienne l'une ou l'autre, nous laisserons des questions sans réponse. Or nous ne pouvons pas laisser de question sans réponse.»<sup>16</sup>

En évoquant ici des «théories», Kean faisait sans doute référence à des théories dérivant de la version officielle. Mais cette remarque s'applique de la même façon à la thèse officielle qu'à l'autre. En conséquence, avant d'éliminer les thèses qui dérivent de la version officielle, la Commission aurait dû se demander s'il existait plus d'indices pour la soutenir qu'il n'en existe pour soutenir l'autre théorie du complot. Elle aurait aussi dû rester ouverte aux indices soutenant d'autres thèses mais, pour simplifier notre propos, nous nous limiterons à la nécessité de traiter équitablement les deux thèses principales. Une telle enquête aurait été impartiale si elle avait à tout le moins traité avec autant de soin des indices qui étayaient des théories qui s'opposent.

Toutefois, le rapport de la Commission ne brille pas par son impartialité sur ce point. En fait, il semble qu'elle ait présupposé que la thèse officielle du complot était la bonne. Loin d'examiner équitablement les indices en faveur des deux théories, l'essentiel du rapport de la Commission ignore purement et simplement les «événements relatifs au 11 Septembre» qu'on a invoqués comme preuve de l'autre thèse du complot.

En fait, la Commission d'enquête est tellement partielle qu'elle a occulté l'existence de la thèse opposée. Elle en avait pourtant assurément connaissance. Les gens qui sont au courant des indices sur lesquels elle repose repèrent çà et là dans le rapport les passages où la Commission tente implicitement de les réfuter. Mais elle a considéré à l'évidence que l'autre théorie, selon les propres mots de Zelikow, «ne mérite pas même d'être évoquée.»<sup>17</sup>

Il y a de quoi être déçu d'une telle partialité de la Commission, mais compte tenu de son manque d'indépendance vis-à-vis de la Maison Blanche, on ne saurait en être surpris. En tant que directeur exécutif, Zelikow était en mesure de décider des «événements relatifs au 11 Septembre» sur lesquels il fallait porter son attention et ceux qu'il fallait délibérément omettre, et donc de lancer ses limiers précisément sur les indices étayant la théorie commanditée par la Maison Blanche. Il devenait possible d'ignorer la plupart des éléments soutenant l'autre thèse repris dans le flot des publications sur le sujet.

On peut ainsi expliquer la partialité de la Commission, qui transparait dans tout le rapport comme le reste de cette étude va le démontrer, par son manque d'indépendance vis-à-vis de la Maison Blanche. De même que nous ne nous serions pas attendus à ce qu'une enquête conduite par George Bush, Dick Cheney ou Condoleezza Rice soit impartiale, de même nous ne pouvions pas nous attendre à ce qu'une enquête conduite par leur homme au sein de la Commission, Philip Zelikow, le fût. En fait, ce dernier a publiquement comparé le débat sur les autres thèses à propos du 11 Septembre à « vider une bassine avec une écumoire. »<sup>18</sup>

On baptise souvent les Commissions du nom de leurs membres. C'est pourquoi on a parfois appelé la Commission nationale d'enquête sur les attaques terroristes (du 11 Septembre) sur les États-Unis, la « Commission Kean ». Mais c'est probablement plus Philip Zelikow qui a formaté tant son travail que son rapport.

C'est pourquoi il vaudrait mieux parler de Commission et de rapport Kean-Zelikow.

### LA COMMISSION A-T-ELLE ÉTÉ EXHAUSTIVE ?

Après avoir recherché l'objectivité, l'indépendance et l'impartialité, ont déclaré Kean et Hamilton, la Commission a cherché à être exhaustive. Pour que son rapport puisse présenter cette qualité, elle aurait précisément dû faire ce que Kean suggérait dans la citation que nous avons rapportée plus haut, à savoir traquer le moindre élément de preuve qui conduit vers l'une ou l'autre des théories sur le 11 Septembre. J'ai déjà montré que le rapport n'a pas été bien loin dans ce sens. Le manque d'exhaustivité est l'un des aspects les plus frappants du travail de la Commission et nous l'avons évoqué par le mot « omissions » dans le titre de cette étude.

C'est le fait que le rapport final soit marqué par des omissions importantes qui a constitué l'idée maîtresse d'une lettre adressée le 13 septembre 2004 au Congrès par vingt-cinq personnes « ayant travaillé dans diverses agences gouvernementales comme le FBI, la CIA, la FAA \* et les Douanes, et responsables de la sécurité et la sûreté publiques ». Voici ce qu'elles écrivent :

---

\* *Federal Aviation Authority* équivalent américain de la direction de l'aviation civile en France. Dans la version française, nous conserverons l'abréviation FAA, sans la traduire, parce qu'elle fait partie du vocabulaire aéronautique de toutes les langues.

« Les omissions sont l'un des principaux défauts du rapport de la Commission. Nous savons que des éléments importants lui ont été dûment rapportés par ceux qui en avaient eu connaissance directe, mais qu'ils ont, d'une manière ou d'une autre, échappé à son attention. De sérieux problèmes et défaillances survenus au sein d'agences gouvernementales ont été également rapportés à la Commission mais n'ont pas été intégrés dans le rapport. Ce dernier a tout simplement éludé les questions clés relatives au renseignement, à la sécurité aérienne et aux services et autorités de police. Les omissions relevées dans des domaines si importants portent en elles-mêmes gravement atteinte à la validité du rapport et de ses recommandations. »<sup>19</sup>

Cette lettre ne propose aucune raison expliquant pourquoi « des éléments importants dûment rapportés à la Commission par ceux qui en avaient eu connaissance directe » ont été oubliés dans la rédaction du rapport final et se contente de souligner qu'ils ont « d'une manière ou d'une autre échappé à son attention ». Dans cette étude, je suggère que ces omissions ne relèvent en aucun cas du hasard mais bien d'un dessein délibéré.

La Commission a tenté d'être exhaustive dans certains domaines. Elle l'est totalement sur l'énumération des événements tournant autour du 11 Septembre qui sont compatibles avec la thèse officielle du complot telle qu'elle a été soutenue par l'administration Bush. Par exemple, elle va loin dans le détail en ce qui concerne Oussama ben Laden, l'émergence d'*AlQaeida* et la biographie des prétendus pirates de l'air. La Commission a aussi implicitement tendu à l'exhaustivité en ce qui concerne la protection de la Maison Blanche, du ministère de la Justice, du FBI et de la CIA en omettant de manière exhaustive ou en balayant tout compte-rendu qui aurait pu laisser penser à une complicité de leur part. Elle a aussi cherché à assurer une défense exhaustive de l'armée américaine contre toute suggestion qui aurait pu laisser penser qu'elle a une responsabilité dans la réussite des attaques du 11 septembre, que ce soit par complicité ou par incompétence. Ainsi, par bien des côtés, le rapport Kean-Zelikow présente des qualités d'exhaustivité.

Toutefois, en ce qui concerne les domaines où cela était indispensable, la Commission a lamentablement failli. Son mandat, comme l'ont précisé Kean et Hamilton, était d'enquêter sur « les faits et circonstances liés aux attaques du 11 septembre » pour en produire ensuite « le récit le plus complet ». Mais en fait, ce à quoi elle s'est attachée a été de fournir un récit plutôt complet des éléments étayant la thèse officielle du complot du 11 Septembre. Tout élément discordant a été soit manipulé, soit carrément omis.

J'ai suggéré que, puisque le document produit devrait porter le nom de rapport Kean-Zelikow, il ne faut pas s'étonner de ces omissions ou manipulations. Pourtant, je pense que bien des lecteurs seront outrés par le nombre très élevé des premières et l'ampleur des secondes.

## NATURE ET PLAN DE L'ÉTUDE

On peut critiquer le rapport de la Commission sur le 11 Septembre sous divers angles tout aussi légitimes les uns que les autres. Cette étude-ci, comme je l'ai indiqué, l'évalue du point de vue de la principale thèse sur le 11 Septembre qui s'oppose à l'officielle. Je demande quels éléments en faveur de la thèse opposée sont repris dans le rapport – la plupart ont été exposés dans mon précédent livre, *Le Nouveau Pearl Harbor*. Ces éléments suggérant que la thèse officielle est mensongère laissent supposer par conséquent que ceux qui l'ont émise ont probablement conspiré pour permettre ou mettre sur pied ces attaques. L'un des objectifs principaux du rapport Kean-Zelikow, bien qu'il reste implicite, est de défendre la véracité du récit officiel contre toute discussion qui s'appuierait sur ces éléments de preuve. La présente étude évalue le succès de cette tentative.

L'examen que je conduis sur cette tentative est en deux parties. Dans la première, je souligne les preuves contre la thèse officielle que le rapport a manipulées et celles qu'il a purement et simplement omises. Dans la seconde, j'étudie la façon dont le rapport traite l'accusation qui porte sur les militaires et selon laquelle si, le 11 septembre, ils avaient appliqué leurs procédures opérationnelles réglementaires, ils auraient pu empêcher ces attaques. C'est cette accusation que la Commission s'est le plus attachée à réfuter.

Le titre de cette étude, *Omissions et manipulations*, fait surtout référence au contenu de la première partie. En fait, il convient aussi à la deuxième partie, parce que la Commission n'a pu bâtir cette nouvelle explication – qui paraîtra vraisemblable aux lecteurs qui ne seront pas au fait d'éléments importants – que parce qu'elle a omis ou manipulé beaucoup desdits éléments.

Il n'est pas nécessaire, pour lire ce livre, d'avoir lu *Le Nouveau Pearl Harbor*. Mais il peut être utile d'en avoir un exemplaire à portée de main, de préférence la dernière édition mise à jour.